

DROIT CONSTITUTIONNEL ET PÉNAL, ET LIBERTÉS CIVILES

Le World Justice Project (WJP) est honoré de compter sur votre expertise pour remplir ce questionnaire, dont les réponses proviennent d'individus hautement qualifiés à travers le monde.

Le questionnaire comprend 35 questions. Il faut approximativement 30 minutes pour le remplir. Vos réponses seront intégrées avec celles des autres expertes et agrégées avec les résultats des sondages auprès de la population ("General Population Poll") menés dans les trois plus grandes villes de votre pays. Toutes ces données seront utilisées afin d'évaluer l'adhésion à l'Etat de droit. Les résultats seront publiés, aux côtés de ceux de plus de 100 autres pays à travers le monde, dans le rapport World Justice Project's Rule of Law Index® 2016, et dans d'autres rapports produits par le WJP.

Votre contribution sera reconnue dans le *WJP Rule of Law Index® 2016* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project" et les autres documents du WJP (à moins que vous ne choisissiez de rester anonyme).

Merci d'avance de votre temps et de votre considération. Avec votre participation, cette entreprise commune contribuera à consolider l'Etat de droit à travers le monde.

INSTRUCTIONS

S'il vous plaît répondez à les 35 questions dans ce questionnaire en fonction de la façon dont les lois sont appliquées **en pratique** dans votre pays. S'il vous plaît indiquez dans la case ci-dessous quel pays vous répondez à cette enquête.

PAYS:

Veillez envoyer vos réponses par email ou fax, au:

- Email: ruleoflawindex@wjpnet.org
- Fax: (202) 747-5816

Si vous avez des questions ou commentaires, s'il vous plaît contacter un membre de la personnel du World Justice Project (WJP) Rule of Law Index, à ruleoflawindex@wjpnet.org.

CONFIDENTIALITE

Le World Justice Project construit le rapport du *WJP Rule of Law Index* avec des indications strictes en matière de confidentialité des données rassemblées et des répondants. Dans l'espace ci-dessous, s'il vous plaît sélectionnez l'une des deux options indiquant si vous souhaitez répondre à ce questionnaire comme un Contributeur **Reconnu Publiquement** (votre nom et votre organisation seront publiés dans la section «Contributing Experts» du rapport *WJP Rule of Law Index® 2016* et sur le site web du "World Justice Project"), OU vous pouvez choisir d'être un contributeur **Anonyme** (votre nom ne sera pas publié dans le rapport, ni sur le site, ni dans aucun matériel du WJP, et votre nom ne sera en aucun cas connu).

Dans les deux cas, le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel. Les réponses sont rassemblées avant l'analyse statistique ou de la communication des résultats afin de s'assurer que les réponses individuelles ne peut être établie.

TYPE DE CONTRIBUTION

Indiquez s'il vous plait si vous souhaitez être un contributeur **Anonyme**, ou si vous souhaitez être **Reconnu Public** pour votre contribution au WJP Rule of Law Index 2016. **Dans tous les cas, vos réponses spécifiques au questionnaire resteront strictement confidentielles.**

[] CONTRIBUTEUR RECONNU PUBLIQUEMENT

Je souhaite être **reconnu public** en tant contributeur. Votre nom et votre organisation d'affiliation seront listés dans la section des QRQ experts contributeurs du WJP Rule of Law Index 2016 et sur le site web du WJP. Je comprends que mon nom, organisation, et pays serait inscrit dans le *WJP Rule of Law Index® 2016* report, ainsi que sur la page Web du "World Justice Project."

Nom:	
Organisation:	

[] CONTRIBUTEUR ANONYME

Je souhaite rester **anonyme** (votre nom, vos coordonnées et les réponses à ce questionnaire ne seront jamais divulgués à quiconque). Je souhaite rester Anonyme. Nous ne révélerons pas votre nom, organisation d'affiliation, ou toute autre information identifiable dans le WJP Rule of Law Index 2016, ou dans d'autres matériaux associés. Le WJP ne sera pas révéler mon nom, organisation, ou autre information identifiable dans le *WJP Rule of Law Index 2016* report ou les autres documents du WJP.

Prière de répondre aux questions suivantes en fonction de la façon dont les lois sont appliquées en pratique dans votre pays. Veuillez cocher X dans la case correspondante.

SECTION I

Les questions suivantes présentent des situations hypothétiques. Chaque question présentera une série d'hypothèses. Veuillez choisir la réponse qui représente le mieux votre point de vue.

Scenario Hypothétique No. 1

Assumons qu'une personne démunie est détenue pour soupçon de vol à main armée et que ce suspect a été mis en détention par la police locale de la ville dans laquelle vous vivez.

1. Quelle est la probabilité pour que le suspect subisse un mineur châtement corporel pour admettre/avouer son crime?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

2. Quel est la probabilité pour que la police inflige des dommages physiques **graves** au suspect au cours de l'interrogatoire afin d'obtenir des aveux?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

3. Si le suspect détenu souhaite bénéficier de l'assistance d'un avocat, quelle est la probabilité que ce détenu soit représenté par un conseil juridique adéquat au cours des étapes suivantes de la procédure:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Pendant la détention initiale?					
(b) Au cours des enquêtes préliminaires?					
(c) Pendant le procès?					

4. Si le suspect détenu ne parle aucune langue officielle du pays, quelle est la probabilité pour que cette personne puisse bénéficier de l'aide d'un interprète?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

5. Quelle est la probabilité pour que le suspect détenu soit jugé et condamné à l'issue d'un procès secret?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non Applicable	

6. Quelle est la probabilité pour qu'un suspect reste en garde à vue sans un acte d'accusation (ou sans inculpation officielle) par le procureur, l'autorité judiciaire, ou par le pouvoir administratif, pendant:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Plus de trois mois?					
(b) Plus d'une année?					
(c) Plus de trois ans?					

7. Assumons que le procureur/juge/jury détermine qu'il y a une cause probable pour arrêter un suspect, quelle est la probabilité pour que le détenu reste en garde à vue sans inculpation officielle:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Improbable	Je ne sais pas/Non Applicable
(a) Plus de trois mois?					
(b) Plus d'une année?					
(c) Plus de trois ans?					

Scenario Hypothétique No. 2

8. Supposons qu'un policier inflige de **graves dommages physiques** à un suspect soupçonné d'acte criminel pour obtenir des aveux. Supposons que le suspect dépose une plainte auprès de l'autorité compétente (procureur, juge, médiateur, etc.) et fournisse des preuves suffisantes pour sa défense. Quel résultat est le plus probable? (Prière de choisir une SEULE REPONSE)

(a) L'accusation est complètement ignorée	
(b) Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions	
(c) Le policier a été poursuivi et puni (sous la forme de redevances ou peine d'emprisonnement)	
(d) Je ne sais pas/Non applicable	

Scenario Hypothétique No. 3

9. Supposez qu'un journaliste découvre qu'un policier de haut rang reçoit de l'argent d'une organisation criminelle. Supposez aussi que le journaliste a assez de preuves pour poursuivre et inculper l'officier de police. Quel résultat est le plus probable: (Prière de choisir une SEULE REPONSE)

(a) L'accusation est complètement ignorée par les autorités	
(b) Une enquête est ouverte, mais elle n'aboutit jamais à des conclusions	
(c) Le policier a été poursuivi et puni (sous la forme d'amendes ou peine d'emprisonnement)	
(d) Je ne sais pas/Non applicable	

10. Quelle est la probabilité pour que le journaliste soit menacé, emprisonné ou puni (soit par des moyens officiels ou non officiels) par la police ou l'organisation criminelle?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/Non applicable	

Scenario Hypothétique No. 4

11. Imaginons que la police a capturé un présumé membre d'une dangereuse organisation criminelle (par exemple, un cartel de drogue). Quelle est la probabilité que les scénarios suivants aient lieu:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Improbable	Je ne sais pas/Non applicable
(a) La police inflige des dommages physiques graves au suspect au cours de l'interrogatoire?					
(b) Le suspect est tué par la police (ou les militaires) sans procès?					

Scenario Hypothétique No. 5

12. Supposons que la police locale **détienne une personne suspectée d'avoir commis un crime**. À votre avis, quelles sont les chances pour que la personne détenue soit désavantagée pendant la procédure pénale parce qu'il/elle est:

	Très probable	Probable	Peu probable	Improbable	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Pauvre					
(b) Une Femme					
(c) Un membre d'une minorité ethnique					
(d) Un membre d'une minorité religieuse					
(e) Un étranger (Immigrant)					
(f) Homosexuel, lesbien, bisexuel, ou transgenre					

Ou:

(g) Aucun des facteurs mentionnés ci-dessus	
--	--

Scenario Hypothétique No. 6

13. Supposez que le criminel est appréhendé par vos voisins après avoir commis un crime grave. Laquelle des deux situations suivantes est plus susceptible de se produire? (Veuillez choisir une seule réponse)

(a) Le criminel est battu par les voisins	
(b) Le criminel est remis aux autorités, sans aucun mal	

Scenario Hypothétique No. 7

14. Supposez qu'une personne de ce quartier est en conflit avec un autre résident au sujet d'une dette impayée. Quelle est la probabilité que l'une des parties, voire les deux, ait recours à la violence au cours du processus de résolution du conflit (par exemple en intimidant l'autre partie ou en lui demandant de régler les dettes impayées)?

Très probable	
Probable	
Peu Probable	
Improbable	
Je ne sais pas/non applicable	

SECTION II

15. Le but de cette question est d'identifier les problèmes principaux auxquels **le système d'enquête judiciaire** de votre pays est confronté. Sur une échelle de 1 à 10 (10 signifiant un problème très sérieux, et 1 signifiant un problème peu important), prière de nous préciser l'importance des problèmes suivants pour les services d'**enquêtes criminelles** (procureurs, enquêteurs, officiers de police judiciaire, etc.) dans la ville dans laquelle vous vivez:

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Non Applicable
(a) Manque de systèmes de renseignements efficaces en support du travail des enquêteurs judiciaires											
(b) Manque de méthodes d'enquêtes proactives, comme les opérations d'infiltration											
(c) Insuffisance des mécanismes pour collecter les informations et analyser les preuves											
(d) Insuffisance des systèmes de protection des témoins et des dénonciateurs											
(e) Insuffisance des systèmes d'échange d'information entre les services d'investigation criminelle des agences											
(f) Manque d'enquêteurs criminels											
(g) Incompétence des enquêteurs criminels											
(h) Manque de technologies et de ressources adéquates											
(i) Manque d'indépendance des procureurs (impuissants face à des fonctionnaires gouvernementaux ou des parties privées puissantes)											
(j) Corruption des enquêteurs ou de la police judiciaire											
(k) Corruption des procureurs											

16. Le but de cette question est d'identifier les problèmes principaux auxquels sont confrontés **les juridictions pénales** de votre pays. Sur une échelle de 1 à 10 (10 signifiant un problème très important, et 1 signifiant un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants concernant les juridictions pénales de la ville dans laquelle vous vivez:

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/ Non applicable
(a) Une longue durée et un recours excessif à la détention provisoire											
(b) Retards dans le système pénal (les cas prennent trop de temps)											
(c) Des tribunaux surchargés et un manque de juges											
(d) Les recours judiciaires bloquent le système judiciaire pénal											
(e) Prise de décision déficiente de la part des juges pénaux											
(f) Une sélection et une formation inadéquates des juges et greffiers											
(g) Une rémunération insuffisante (paie) des juges et auxiliaires de justice											
(h) Un nombre insuffisant de juges et de personnel dans les tribunaux											
(i) Un manque de ressources adéquates											
(j) Nombre insuffisant d'aide juridique ou d'avocats gratuits pour les suspects sans moyen financiers											
(k) L'incompétence des avocats fournis par l'état pour défendre les accusés sans moyens financiers											
(l) La corruption des juges et des officiers de justice (ils ne font avancer les dossiers que si les parties leur versent des pots-de-vin)											
(m) Manque de mécanismes pour évaluer l'efficacité des tribunaux											
(n) Le manque d'indépendance de la branche judiciaire du pouvoir du gouvernement											
(o) Le manque d'interprètes pour les accusés (barrière linguistique)											
(p) Préjugés à l'encontre des personnes marginalisées (discrimination sur la base du statut économique ou social)											
	10	9	8	7	6	5	4	3	2	1	Je ne sais pas/

	Problème très sérieux										Problème non sérieux	Non applicable
(q) Manque ou insuffisance des mécanismes alternatifs de contentieux (conciliation, médiation) pour résoudre les litiges hors des tribunaux												

17. Le but de cette question est d'identifier les problèmes principaux auxquels **les établissements pénitentiaires** de votre pays sont confrontés. Sur une échelle de 1 à 10 (10 signifiant un problème très important, et 1 signifiant un problème peu important), veuillez nous préciser l'importance des problèmes suivants que les centres de corrections et détentions affrontent dans la ville ou vous vivez:

	10 Problème très sérieux	9	8	7	6	5	4	3	2	1 Problème non sérieux	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Conditions hostiles et milieu surpeuplé											
(b) Accès insuffisant aux soins de santé et malnutrition des détenus											
(c) Agression physique de la part des gardiens des prisons et du personnel pénitentiaire											
(d) Agression physique des détenus											
(e) Manque de programme de réadaptation et de mesures pour éviter la récidive											
(f) Manque d'accès aux mécanismes de dépôt de plainte											
(g) Manque de ségrégation entre les locaux dédiés aux délinquants dangereux et les cas moins sérieux											
(h) Manque de sécurité qui facilite la fuite											
(i) Abus d'emprisonnement pour petits délits qui pouvaient être résolus par une détention à domicile											

SECTION III

18. Selon votre expérience de l'année dernière dans les cas criminels (comme vols à main armée), quel est le pourcentage (%) approximatif de suspects qui:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Étaient conscients des accusations contre eux?							
(b) Ont été présumés innocents pendant l'enquête judiciaire?							
(c) Ont été forcés à avouer d'avoir commis							

un crime?							
(d) Ont été présumés innocents par les juges pendant leurs jugements jusqu'à tous éléments de preuves contre eux ont été présentés?							
(e) Ont pu contester les éléments de preuves qui motivent leur incarcération?							

19. Selon votre expérience de l'année dernière dans les cas criminels (comme vols à main armée), quel est le pourcentage (%) approximatif de cas dans lesquels:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Un juge a été présent pendant toutes les poursuites du tribunal?							
(b) La défense a pu accéder à tous les éléments de preuves utilisés contre son client dans le tribunal?							

20. Selon votre expérience de l'année dernière dans les cas criminels, quel est le pourcentage (%) approximatif de cas:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Qui ont reflété la décision finale du juge qui a évalué les preuves et appliqué les lois de façon honnête							
(b) La décision finale a été prise sous une pression excessive ou corruption							

21. Selon votre expérience de l'année dernière dans les cas criminels, quel est le pourcentage (%) des cas ou le système judiciaire a:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Inculpé ou accusé le vrai auteur du crime?							
(b) Faussement inculpée ou accusée le vrai auteur du crime?							

22. Selon vous, quel est le degré de conscience de la population en général au regard des droits légaux dans le cas d'une arrestation ou d'un interrogatoire?

Très consciente	
Un peu consciente	
Peu consciente	
Pas du tout consciente	
Je ne sais pas/Non Applicable	

23. Selon votre expérience, veuillez nous dire si:

	Mois d'un mois	Entre un mois et six mois	Entre six mois et un an	Entre 1 an et 3 ans	Plus de 3 ans	Je ne sais pas/Non applicable
(a) En pratique, combien de temps faudra-t-il pour condamner un suspect ayant commis un délit très grave ?						
(b) En pratique, combien de temps faudra-t-il pour condamner un suspect ayant commis un délit mineur ?						

24. Répondez aux questions suivantes:

	100%	75%	50%	25%	5%	0%	Je ne sais pas/Non applicable
À votre avis, quel est le pourcentage (%) des condamnés libérés de prison qui retourne au comportement criminel?							

25. Quelle est la probabilité pour que la police fasse:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Très Peu Probable	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Détenir arbitrairement un citoyen sans aucun motif (détention injustifiée)?					
(b) Usage excessif de la force lors de l'incarcération?					

26. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Très Peu Probable	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Quelle est la probabilité pour que les officiers de police collectent des pots-de-vin de la part des commerçants pour qu'ils puissent exercer leur activités économiques?					
(b) Quelle est la probabilité pour qu'un policier de votre pays accepte un pot-de-vin de la part d'organisations criminelles pour fermer les yeux sur des pratiques illégales (comme vendre de la drogue dans les rues)?					
(c) Quelle est la probabilité pour que des personnes innocentes soient arrêtées pas la police et poursuivies en justice pour des fausses accusations dans le but de recevoir des pots-de-vin ou remplir un quota?					
(d) Quelle est la probabilité qu'un dissident politique soit secrètement incarcéré ou tué par des agents de l'Etat?					
(e) Quelles sont les chances pour que les agents ou les officiers du gouvernement interceptent les conversations téléphoniques privées ou les					

communications électroniques de simples citoyens sans autorisation judiciaire?					
(f) Quelles sont les chances pour que les agents ou les officiers du gouvernement interceptent les conversations téléphoniques privées ou les communications électroniques des adversaires politiques sans autorisation judiciaire?					
(i) Quelle est la probabilité pour qu'un prisonnier s'échappe d'une prison à sécurité maximale?					
	Très probable	Probable	Peu Probable	Très Peu Probable	Je ne sais pas/Non applicable
(j) Quelle est la probabilité pour qu'un prisonnier s'échappe d'une prison ordinaire?					

27. Quelle influence ont les organisations criminelles, tel que les cartels de drogue ou les passeurs d'armes, sur la politique et les actions des institutions suivantes de votre pays?

	Très forte influence	Forte influence	Influence minimale	Pas d'influence	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Les membres du gouvernement					
(b) Les membres des juridictions					
(c) La police					
(d) L'armée					

28. Est-il courant que les officiers de police ou les auxiliaires de la justice (procureur, personnel judiciaire, juges) qui travaillent sur des cas criminels demandent ou reçoivent des pots-de-vin ou autres versements informels pour:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non applicable
(a) Enquêter sur un crime?					
(b) Poursuivre un criminel?					
(c) Renoncer aux poursuites ou accorder une mise en liberté provisoire?					
(d) Détruire ou falsifier des preuves?					
(e) Accélérer les procédures judiciaires?					

29. Est-ce que les énoncés suivants sont courants dans votre pays:

	Presque toujours	Dans la plupart des cas	Dans certains cas	Presque jamais	Je ne sais pas/Non applicable
(a) En général, le gouvernement fournit les informations sur les droits des suspects dans un langage simple à comprendre					
(b) En pratique, le gouvernement s'efforce d'écrire des lois pénales dans d'autres langues parlées par des segments importants de la population, même si elles ne sont pas des langues «officielles»					
(c) Les lois pénales sont disponibles dans					

toutes les langues officielles					
(d) En pratique, les décisions judiciaires de la plus haute instance sont publiées en temps opportun					
(e) En pratique, les lois pénales sont suffisamment équilibrées pour vérifier si certains comportements sont permis ou interdits					

30. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Totalement en désaccord	Je ne sais pas/Non applicable
(a) En pratique, un officier de police accusé d'un crime sera poursuivi en justice et puni					
(b) En pratique, un officier de police qui abuse de son pouvoir sera sanctionné pour faute professionnelle					
(c) En pratique, les rapports du l'Institut National des Droits de l'Homme/ Ombudsman sont pris au sérieux par les autorités, suscitant des mesures correctives immédiates pour toutes conclusions négatives					
(d) En pratique, les programmes qui répondent aux besoins des victimes de viols (pour les assister dans cette expérience traumatisante) sont efficaces					

31. Veuillez choisir la réponse qui reflète au mieux votre opinion en ce qui concerne le fonctionnement de l'Institut National des Droits de l'Homme dans votre pays: (choisissez une seule réponse)

(a) L'institution est efficace pour enquêter sur les violations des Droits de l'Homme	
(b) L'Institution peut commencer son enquête sur les violations des Droits de l'Homme mais peut voir son efficacité limitée par sa réticence à traiter des sujets politiquement sensibles	
(c) L'institution ne permet pas réellement d'enquêter les violations des Droits de l'Homme	
(d) Il n'y a pas de tel institut dans votre pays	
(e) Je ne sais pas/non applicable	

32. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Totalement en désaccord	Je ne sais pas/Non applicable

En pratique, <i>les organisations de la société civile</i> ont le droit de s'exprimer librement sur les politiques gouvernementales et leurs actions sans crainte de représailles					
En pratique, le gouvernement collabore avec les organisations de la société civile à concevoir la politique publique					
En pratique, les personnes peuvent se regrouper librement afin d'attirer l'attention sur une problématique ou signer une pétition					
En pratique, les personnes de votre pays peuvent adhérer librement à toutes organisations politiques					
En pratique, les personnes de votre pays peuvent organiser des manifestations publiques non violentes sans crainte de représailles					
En pratique, les adeptes d'autres religions ne sont pas obligés de se soumettre aux lois religieuses de votre pays					
En pratique, les minorités religieuses peuvent librement et publiquement célébrer leurs jours saints, ainsi que d'autres événements religieux					
En pratique, les médias (TV, radio, journaux) peuvent révéler des affaires de corruption commises par des hauts responsables de l'Etat, sans crainte de représailles					
En pratique, les médias (TV, radio, journaux) ont la liberté d'expression sur la politique du gouvernement					
En pratique, l'Etat n'empêche pas les citoyens d'avoir accès au contenu publié sur le site web					
En pratique, <i>les partis de l'opposition</i> peuvent s'exprimer librement et donner leurs opinions sur le gouvernement, sans risque de représailles					
En pratique, <i>les factions opposantes affiliées au parti dominant</i> peuvent s'exprimer librement sans craindre d'être confronté à des répercussions néfastes					

33. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	Pas d'accord	Totalement en désaccord	Je ne sais pas/Non applicable
En pratique, le pouvoir du gouvernement n'est pas entre les mains d'une seule personne mais partagée entre les autres branches indépendantes, par exemple, le Président ou le Premier Ministre, le Parlement ou le corps législatif, et les juges					
En pratique, les tribunaux nationaux dans votre pays sont libres d'exercer leurs pouvoirs sans subir l'influence du pouvoir politique					
En pratique, les tribunaux locaux dans votre pays sont libres d'exercer leurs pouvoirs sans subir l'influence du pouvoir politique					
Le gouvernement respecte toujours les décisions prises par les hautes cours de justice, même s'il n'est pas d'accord					
En pratique, les rapports publiés par l'auditeur du gouvernement (l'institut Supérieur de Contrôle, Contrôleur, etc.) sont pris au sérieux par les autorités suscitant des mesures correctives immédiates pour toutes conclusions négatives					
En pratique, les membres du parlement qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés pour mauvaises pratiques					
En pratique, les membres du Parlement qui ont commis des crimes sont poursuivis en justice et punis					
En pratique, les membres du pouvoir judiciaire qui abusent de leur pouvoir sont sanctionnés pour mauvaises pratiques					

34. Dans quelle mesure êtes-vous d'accord avec les énoncés suivants:

	Fortement d'accord	D'accord	En désaccord	Totalement en désaccord	Je ne sais pas/Non applicable
Le chef d'état (Président, Premier Ministre, etc.) de votre pays a été élu grâce à un processus légitime					
Le chef d'état (Président, Premier Ministre, etc.) de votre pays a été élu conformément aux règles et procédures énoncées dans la Constitution					
Dans votre pays, les résultats détaillés des élections sont disponibles pour tout examen public					
En pratique, les cours d'appels sont libres d'exercer leurs pouvoirs sans subir l'influence du pouvoir politique					

En pratique, il existe un équilibre des pouvoirs pour maintenir la confiance du public dans le processus électoral					
En pratique, l'élection des fonctionnaires du gouvernement local est transparente					
En pratique, les citoyens peuvent voter librement sans être menacé ou sous pression					
En pratique, le chef d'état (Président ou Premier Ministre, etc.) préside sans prendre en compte l'équilibre du pouvoir législatif					

35. Répondez aux questions suivantes:

	Très probable	Probable	Peu Probable	Improbable	Je ne sais pas/ Non applicable
(a) Quelle est la probabilité qu'un citoyen soit battu par la police, sans justification, pour avoir participé à une manifestation publique pacifique?					
(b) Quel est la probabilité pour qu'un journaliste soit attaqué par la police pour avoir couvert la manifestation pacifique?					
(c) Quelle est la probabilité pour qu'un dissident politique soit arrêté dans sa maison et pris dans un centre de détention sans mandat d'arrêt?					
(d) Quelle est la probabilité que la police perquisitionne le domicile d'un dissident politique sans mandat?					
(e) Quelle est la probabilité qu'une personne puissante ou ayant des relations au niveau politique puisse éviter ou échapper à des conséquences légales pour une violation pénale non violente de la loi?					
(f) Quelle est la probabilité qu'un journal de votre pays refuse de publier un article crédible sur la corruption dû à des menaces de représailles violentes ou une action en justice?					
(g) Quelle est la probabilité qu'un haut fonctionnaire du gouvernement détourne des fonds publics pour financer ses frais personnels ou ceux d'une campagne politique?					
(h) Quelle est la probabilité qu'un membre du Parlement sollicite ou reçoive des paiements illégaux ou des pots de vin en échange de faveurs politiques ou un vote préférentiel sur un projet de loi?					

MERCI D'AVOIR COMPLÉTÉ CE QUESTIONNAIRE. NOUS SERONS RAVIS D'INCLURE VOTRE EXPERTISE DANS LA RÉDACTION DU RAPPORT WJP RULE OF LAW INDEX® 2016.

Nous serons très reconnaissants si vous nous laissez vos commentaires concernant ce questionnaire dans la case ci-dessous.

1.) Pensez-vous que ce questionnaire ait omis des sujets pertinents?

2.) Information additionnelle: Nous sommes reconnaissants de votre contribution en tant qu'expert répondant au WJP Rule of Law Index. La majorité des experts de la communauté du World Justice Project contribue de son temps et de son expertise année après année pour créer une des bases de données les plus détaillées au monde, afin de mesurer l'adhésion des pays à l'Etat de droit. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants si vous preniez le temps de remplir le formulaire de contact ci-dessous. Cette information restera strictement confidentielle, et ne sera pas partagée avec des sources tiers. Vos informations seront conservées de manière sécurisée dans notre base de données pour des éditions futures du WJP Rule of Law Index. Afin d'assurer que nous avons les données les plus récentes, nous vous serions reconnaissants de remplir le formulaire ci-dessous.

	<i>Remplissez les informations ci-dessous:</i>
Salutation (Mr., Ms., Dr., etc.):	
Prénom:	
Nom de famille:	
Organisation:	
Position:	
Téléphone:	
Fax:	
E-mail:	
Site web:	
Genre:	

Enseignez-vous à l'université? Oui [] Non [] Quelles classes? _____

Etes-vous un avocat? Oui [] Non []

Si, depuis combien d'années pratiquez-vous le droit? _____

Quels sont vos domaines de pratique ?					
Antitrust	[]	Contrats	[]	Droit international	[]
Faillite	[]	Droit de l'entreprise	[]	Droit du travail	[]
Droit des affaires	[]	Droit pénal	[]	Contentieux/ Arbitrage	[]
Droit civil	[]	Droit du travail	[]	Mal pratique médicale	[]
Droit civique	[]	Droit environnemental	[]	Droit de la propriété	[]
Droit commercial	[]	Droit de la famille	[]	Fiscalité	[]
Droit constitutionnel	[]	Pratique Générale	[]		[]
Droit du consommateur	[]	Droit de la propriété intellectuelle	[]		[]

3.) Afin de vous remercier pour votre contribution, nous souhaitons vous envoyer une copie du rapport WJP Rule of Law Index 2016 lorsqu'il sera publié plus tard dans l'année. Si vous souhaitez recevoir une copie du rapport, entrez votre adresse postale ci-dessous.

Remplissez les champs suivants afin de recevoir une copie du rapport 2016:

Adresse postale:	
Ville:	
Etat:	
Code Postal:	
Pays:	

4.) En tant qu'expert dans votre domaine, nous vous serions reconnaissants si vous pouvez nous fournir des références ou des suggestions de collègues qui pourraient être disposés à contribuer en remplissant l'un des quatre questionnaires mieux alignés avec leurs expertises:

- Droit civil et commercial
- Droit constitutionnel, libertés civiles, et droit pénal
- Droit du travail
- La santé publique

	Nom	E-mail	Domaine d'expertise
Référence #1			
Référence #2			
Référence #3			

Merci beaucoup pour votre collaboration.

Merci d'avoir rempli le questionnaire. Nous sommes honorés d'inclure votre expertise dans l'administration 2016 du WJP Rule of Law Index®. Les participants peuvent choisir d'autoriser la publication de leur nom et coordonnées, ou de rester anonyme. Veuillez indiquer votre choix sur la première page de ce questionnaire. Le contenu de vos réponses restera strictement confidentiel dans les deux cas.

Pour plus d'informations sur le Rule of Law Index ainsi que les autres programmes du World Justice Project, veuillez visiter le site:

www.worldjusticeproject.org